



réflexions

ACHIM STEINER

Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE

Dix-sept ans après la signature du premier traité de l'Organisation des Nations Unies sur le climat à Rio, la communauté internationale se réunit de nouveau à Copenhague pour définir son action future à un niveau plus élevé et plus décisif. Nul autre rassemblement de gouvernements au sujet d'un accord relatif à l'environnement n'a attiré davantage l'attention du public. Dans le monde entier, des milliards de personnes attendront et suivront cet événement pour voir ce que les chefs d'Etat et les ministres de plus de 190 nations finiront par décider.

La Conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a fédéré les pays du monde entier comme ceci ne s'était plus produit peut-être depuis la Deuxième Guerre mondiale et elle a aussi mobilisé l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a travaillé sans relâche pour faire d'un nouvel accord, scientifiquement crédible, un repère dans les affaires humaines. Dès le début, il s'est rendu compte que les changements climatiques constituaient la menace la plus extraordinaire qui soit et risquaient de compromettre la sécurité, le développement et le bien-être de l'humanité. Mais il a également compris que ces changements – s'ils sont gérés rapidement et intégralement – représentent une possibilité immense de catalyser une économie verte à faible intensité de carbone, utilisant rationnellement les ressources et capable de répondre aux besoins et aux aspirations de 6 milliards de personnes qui seront au nombre de 9 milliards d'ici à 2050.

La mobilisation du système des Nations Unies à cette fin et pour obtenir un nouvel accord au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques n'a pas de précédent et le PNUE et son personnel ont pris part à ce changement

et au relèvement de ce défi. Avec nos collègues de l'Organisation des Nations Unies et dans des domaines tels que la science, le commerce, l'énergie et la gestion des ressources naturelles, nous nous sommes efforcés de mettre en évidence la richesse des options et des choix qu'ont les gouvernements pour libérer les marchés et stimuler l'innovation.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), parrainé par le PNUE et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), est l'organisme de référence pour tout ce qui concerne l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Dans le cadre de l'Initiative du PNUE en matière de financement, tous les acteurs économiques (assureurs, banques et investisseurs) ont été mobilisés pour promouvoir des investissements qui font évoluer les marchés vers des entreprises à faible intensité en carbone.

La collaboration au niveau de l'industrie s'est aussi accélérée : un exemple en est une nouvelle initiative mondiale visant à accélérer l'emploi d'ampoules électriques à faible consommation mise sur pied avec Osram et Phillips, deux leaders du marché, avec le financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Mobiliser l'opinion publique par des initiatives telles que la Campagne pour un milliard d'arbres et la Campagne « Scellons l'accord » ont permis de se faire entendre à des millions de personnes qui se sentaient incapables d'agir. L'initiative pour un Nouvel accord mondial vert – lancé l'année dernière pour faire face à de multiples crises, y compris celle des changements climatiques – a fait des adeptes dans les capitales, de Séoul à Beijing, de Canberra à Londres, de Berlin et Washington.

Le rôle central, mais souvent ignoré, des écosystèmes pour atténuer les changements climatiques et aider les pays à s'y adapter, a été porté au centre de nos préoccupations. Il y a quelques semaines seulement, le rapport du PNUE sur le carbone bleu soulignait le rôle que peuvent jouer les écosystèmes côtiers et marins tels que palétuviers, zostères et marais salins. La réduction du déboisement associée à la restauration de la couverture et de la santé de ces écosystèmes pourraient permettre de réduire les émissions de quelque 25 %, ce qui est nécessaire pour éviter des changements climatiques « dangereux ». Les écosystèmes amélioreraient aussi les possibilités de défense des côtes, les zones d'alevinage, la pureté de l'eau, le tourisme et les perspectives d'emploi tant dans les pays en développement que dans les pays développés.

Si les gouvernements quittent Copenhague sans avoir conclu un accord sérieux, les changements climatiques ne vont pas tout simplement disparaître comme s'il s'agissait d'un mauvais cauchemar. Les négociateurs peuvent bien prendre leur temps, mais le climat, lui, n'attendra pas. Il faut donc changer de cap et agir résolument. Plus on attendra, plus les changements climatiques deviendront difficiles à gérer, coûteux et nuisibles pour l'environnement.

Copenhague nous donne l'occasion de planifier l'avenir de façon considérée et réfléchie, faute de quoi, l'avenir se planifiera lui-même. Et ceci risque fort de dépasser les capacités d'adaptation des institutions nationales et mondiales, en obligeant les sociétés à parer au plus pressé pour éviter que ne soient remis en cause les fondements-mêmes de la civilisation moderne.